

de subir une guerre comme le serait celle contre l'Allemagne et l'Autriche, même avec le concours de la France. Après avoir rapidement examiné la situation, le gouvernement du tsar a donc décidé, et sagement, d'accepter un échec diplomatique inévitable. Et il a déclaré que, désireux de favoriser une solution pacifique, il était préparé à reconnaître le fait accompli pour la Bosnie et l'Herzégovine, ce qu'il avait jusque là refusé, soutenant qu'une conférence européenne seule pourrait modifier le traité de Berlin. Cette nouvelle a éclaté dans le monde diplomatique comme un coup de théâtre. Abandonnée par la Russie, la Serbie était évidemment réduite à capituler. Sans doute, il restait encore l'Angleterre et la France. Mais la nouvelle attitude du cabinet russe ne leur permettait plus que de rechercher un terrain convenable d'entente avec l'Autriche. Il s'est produit alors un dernier échange de notes entre Vienne et Londres, le Foreign Office anglais conduisant la négociation d'accord avec Saint-Pétersbourg et Paris. Il s'agissait de trouver une formule que les puissances pourraient proposer à la Serbie et lui conseiller honorablement d'accepter. Après des pourparlers assez ardu, M. d'Aerenthal, le ministre autrichien a consenti à l'adoption d'une note en vertu de laquelle la Serbie annoncerait qu'elle va procéder au désarmement pendant que l'Autriche garantirait la Serbie contre toute attaque. L'entente étant faite de cette manière, les puissances ont d'un commun accord, adressé à la Serbie une communication officielle ayant pour objet d'amener la solution de la crise d'après le programme ci-dessus esquissé. Le 30 mars les ambassadeurs de France, d'Allemagne, de Russie, d'Angleterre et d'Italie, après avoir tenu une conférence à l'ambassade d'Angleterre à Belgrade, se sont rendus ensemble au ministère des affaires étrangères et ont remis au ministre serbe un aide-mémoire concernant la déclaration à remettre à l'Autriche de la part de la Serbie. Dans l'après-midi du même jour le cabinet de Belgrade a décidé de suivre l'avis des grandes puissances et d'en informer l'ambassadeur serbe à Vienne. La démarche des puissances a produit un effet d'autant plus prompt que le monde officiel de la Serbie était sous le coup d'une crise intérieure très pénible. Le prince héritier, George Karageorgevitch, fils aîné du roi Pierre Ier. venait de renoncer